



Generation
Climate
Europe

EUROPEAN PARLIAMENT

YOUTH DIALOGUE

**LA TRANSITION JUSTE DE
L'UE: SOMMES-NOUS SÛRS
DE N'ABANDONNER
PERSONNE?**

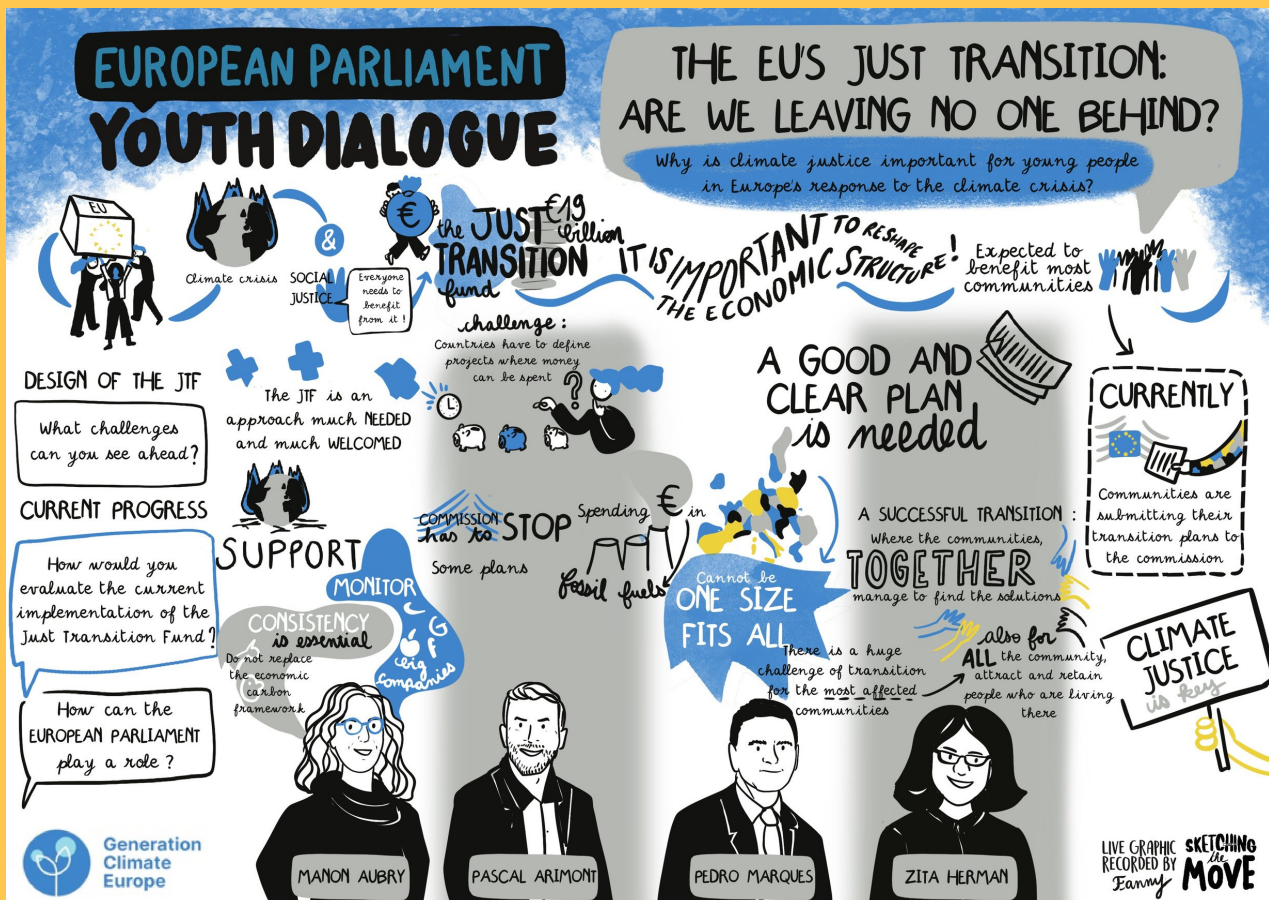


Publié en décembre 2021

EUROPEAN PARLIAMENT YOUTH DIALOGUE

Introduction

Le 29 novembre 2021, Generation Climate Europe (GCE) a organisé son troisième Dialogue jeunesse du Parlement Européen (EPYD) avec trois membres du Parlement Européen (MPE) et un représentant du groupe politique des Verts pour discuter de la mise en œuvre du Fonds pour une transition juste (FTJ). Le FTJ est un fond spécial de l'UE qui finance la conversion économique des régions dont l'économie dépend actuellement de la production de combustibles fossiles. Dans le cadre de l'objectif de neutralité climatique de l'UE en 2050 et de l'élimination progressive des combustibles fossiles qui en découle, le contexte socio-économique de ces communautés pourrait être perturbé. Le FTJ vise à empêcher cela en finançant de nouveaux secteurs économiques et la requalification des travailleurs. Cette démarche ne sera possible que si elle est correctement mise en œuvre. Nous avons formulé des recommandations à partir de l'événement afin de nous assurer que la FTJ puisse agir comme un outil efficace en faveur de justice climatique. Vous les trouverez à la fin de la brochure.



Visual Harvesting from the session - Fanny Dldou Sketching the Move

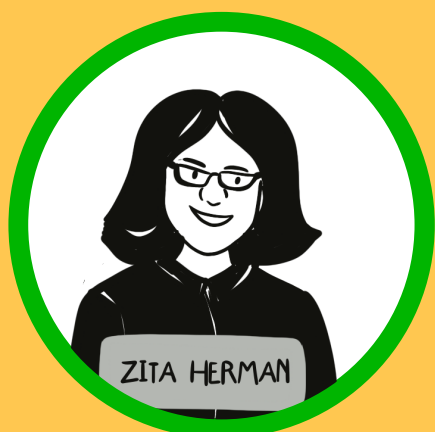
EUROPEAN PARLIAMENT YOUTH DIALOGUE

Qui sommes-nous

Fondée en octobre 2019, Generation Climate Europe est la plus grande coalition de réseaux dirigés par des jeunes au niveau européen, qui fait pression pour que l'UE prenne des mesures climatiques et environnementales plus fortes. Nous réunissons les plus grandes associations de jeunes Européens, représentant plus de 460 organisations nationales, dans 47 pays, rassemblant les voix de plus de 20 millions de jeunes Européens. En unissant les étudiants et étudiantes, les syndicats de jeunes travailleurs et de travailleuses, les organisations lycéennes et universitaires et les mouvements environnementaux, GCE est un forum inclusif permettant aux jeunes de s'impliquer dans les débats environnementaux actuels.

Qui a participé aux débats?

Neuf personnes au total ont participé au débat. Parmi nos groupes politiques partenaires, nous avons été rejoints par trois membres du Parlement Européen : Pascal Arimont (Parti populaire européen) ; Manon Aubry (La Gauche) ; et Pedro Marques (Socialistes & Démocrates). En outre, Mme Zita Herman, conseillère budgétaire, nous a rejoints au nom des Verts. Aucun représentant de Renew Europe n'a pu se joindre à nous pour ce dialogue.



EUROPEAN PARLIAMENT YOUTH DIALOGUE

Le chef de projet de GCE pour ce dialogue, Lorenzo Manca, a endossé le rôle de modérateur, tandis que deux autres représentants de GCE - Eva Luna Maes et Emily Bankert - ont joué un rôle central dans les discussions de la première session du débat.

Enfin, deux jeunes membres d'ONG européennes ont soutenu la deuxième session du débat. Jens Schreuder de Bankwatch a présenté à l'audience les dernières mises à jour sur la mise en œuvre du Fonds pour une Transition Juste. Drejc Kokosar, de ID20, a pris part à la discussion pour présenter l'expérience de son ONG locale en Slovénie. De plus, Fanny Didou de Sketching the Move a enregistré la discussion et a présenté son dernier sketch en direct pour conclure la session. Organisé par GCE, l'événement a été diffusé en direct et rendu accessible aux jeunes à travers toute l'Europe via Facebook, LinkedIn et YouTube. De plus, les participants pouvaient envoyer des questions pour le panel en direct.

Structure de l'évènement

L'événement a duré une heure et comprenait trois parties : la première était une présentation de la Transition Juste et de la manière dont l'UE entend l'aborder à travers le Mécanisme de Transition Juste. Les deux autres parties étaient consacrées au Fonds pour une transition juste et comprenaient des discussions entre les députés européens, les représentants de GCE et les deux jeunes membres d'ONGs invités. Ensuite, la deuxième section portait sur la conception du Fond, en se demandant s'il est adapté à son objectif. La troisième et dernière section portait sur la manière dont le Fond a été mis en œuvre depuis son lancement en juin 2021, et sur le rôle que peuvent jouer les jeunes.

Le Dialogue

Aperçu du Mécanisme de transition juste

Eva Luna Maes a entamé le dialogue en donnant un aperçu général des raisons pour lesquelles nous avons besoin d'une transition juste pour l'Union européenne et pourquoi elle est fondamentale dans le contexte de la transition vers une économie neutre en carbone amorcée par le Green New Deal de l'UE.

Une Transition Juste

Le "Green Deal" européen a tracé la voie pour réduire les émissions dans l'UE et rendre son économie plus durable. Selon le rapport 2020 de l'UE sur l'emploi dans le secteur de l'énergie, de nouveaux secteurs entiers liés à l'**économie verte** vont être créés ou renforcés, avec le **potentiel de créer environ 1,2 million de nouveaux emplois d'ici à 2030**. Les secteurs [1] qui vont le plus en bénéficier sont les constructions, les transports, les services, la fabrication de machines électriques, et surtout les énergies renouvelables, dont le nombre d'employés dans l'UE a dépassé celui du secteur des combustibles fossiles à la fin des années 2000.

Parallèlement, en 2016, il y avait encore **400 000 travailleurs dans l'UE et au Royaume-Uni employés directement dans la production de combustibles fossiles**, en particulier dans l'extraction du charbon et le raffinage du pétrole. Bien que plus de 250 000 emplois ont été perdus dans ce secteur depuis le début de la décennie, il y a encore des millions de personnes qui vivent indirectement des revenus de ces travailleurs dans les communautés où les combustibles fossiles sont produits. Il faut tenir compte du fait que la **production de combustibles fossiles a tendance à se concentrer dans des régions spécifiques**, où elle domine l'économie locale. Citons par exemple la Silésie, en Pologne, où opèrent la plupart des 100 000 mineurs de charbon polonais[2] ou la région de la Ruhr, dans l'ouest de l'Allemagne.

Ainsi, depuis le début de son lancement, le **Green Deal reconnaît officiellement la nécessité d'une transition vers une économie verte qui soit juste** et ne laisse pas les régions productrices de combustibles fossiles sans emplois ni alternatives économiques.

Le Mécanisme de transition juste (MTJ)

Afin d'aider les différentes régions productrices de combustibles fossiles des États membres de l'UE à convertir leur économie et à requalifier leur main-d'œuvre, l'UE a mis en place un Mécanisme de transition juste (MTJ) fonctionnant dans le cadre de son cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027. Ce mécanisme se compose de trois piliers[3]:

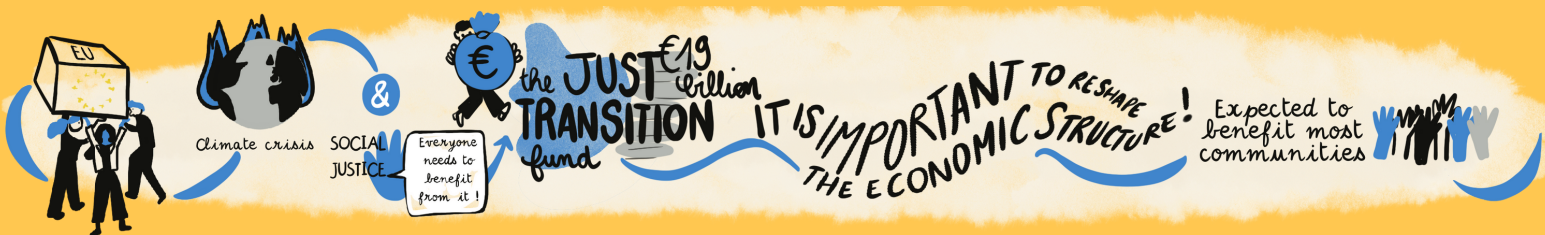
1. Un **Fonds pour une transition juste (FTJ)** doté de 19,1 milliards d'euros (aux prix de 2021) pour financer les Plans Territoriaux Généraux de Transition Juste des États Membres définissant comment l'économie des régions productrices de charbon/pétrole va être

remodelée.

2. Un **programme de Transition Juste** dans le cadre du programme **InvestEU** de l'UE utilisant des fonds du budget de l'UE pour mobiliser 10 à 15 milliards d'euros d'investissements privés dans l'économie verte.

3. Un **mécanisme de prêt au secteur public** utilisant les capitaux de la Banque européenne d'investissement et du budget de l'UE pour mobiliser environ 18,5 milliards d'euros d'investissements publics dans l'économie verte.

Pour ce Dialogue, **GCE a décidé de se concentrer sur le Fonds pour une transition juste, car il s'agit du pilier censé ouvrir la voie à l'ensemble de la transition économique** mise en œuvre par le MTJ. Le Fonds pour une transition juste est mis en œuvre depuis juillet, date à laquelle le règlement l'établissant est entré en vigueur. Depuis lors, les États membres ont affiné et présenté à la Commission leurs Plans Territoriaux de Transition Juste afin de recevoir un financement. Étant donné que les plans étaient encore en cours de présentation en novembre 2021 et qu'ils pouvaient être potentiellement décisifs pour l'avenir des jeunes dans les communautés qu'ils sont censés remodeler, GCE s'est fortement engagée à garder un œil sur les décisions du FTJ pendant qu'elles seraient prises.



Le Fonds pour une transition just (FTJ) et la justice climatique

Pour commencer la discussion, **Emily Bankert** a donné un aperçu du Fonds pour une transition juste à l'auditoire.

Le Fonds pour une transition juste fonctionne dans le cadre de la politique de cohésion territoriale de l'UE et du cadre financier pluriannuel 2021-2027 pour financer la refonte de l'économie des régions dépendant de la production de combustibles fossiles. Le Fonds est doté de 17,5 milliards d'euros aux prix de 2018 (19,1 milliards aux prix de 2021) alloués aux États membres en fonction de la taille des régions productrices de combustibles fossiles sur leur territoire. Son objectif est de soutenir ces régions face aux effets économiques, sociaux et environnementaux de la transition liée aux objectifs climatiques de l'UE et aux mesures nationales qui en découlent. Afin d'accéder au financement, les États membres doivent définir les projets de conversion économique des régions productrices de combustibles fossiles dans un ou plusieurs Plans Territoriaux de Transition Juste qui

EUROPEAN PARLIAMENT

YOUTH DIALOGUE

doivent être soumis à la Commission et approuvés par elle. Tous les plans doivent être cohérents avec la stratégie nationale de chaque État pour réduire les émissions, et seuls les États ayant des objectifs climatiques nationaux clairs auront accès à 100 % du financement, tandis que ceux qui n'en ont pas n'auront accès qu'à 50 % [4].

Quant à la manière dont le capital du FTJ a été réparti entre les États membres, tous les États membres se sont vu réserver une part du financement en fonction de la taille de leur industrie des combustibles fossiles. Ainsi, alors que tous les États membres pourront bénéficier d'un financement, environ 60 % du financement total ira aux cinq membres dont les secteurs du charbon et du pétrole sont les plus importants, à savoir la Pologne (20 %), l'Allemagne (13 %), la Roumanie (11 %), la République tchèque (9 %) et la Bulgarie (7 %).

Compte tenu de cette conception, **il a été demandé aux députés européens et au représentant des Verts si le Fonds pour une Transition Juste est apte à assurer une transition juste.** Pascal Arimont a répondu que le Fonds pour une transition juste a été lancé par les États membres dans le but de dépenser moins pour la politique de cohésion territoriale en général en ciblant les investissements dans les zones où ils seront le plus nécessaires. La conception du Fonds est similaire à celle des autres fonds de cohésion, ce qui signifie qu'il est sous le contrôle de la Commission. La principale question reste à savoir si les États membres trouveront suffisamment de projets à financer. Manon Aubry a salué l'approche du Fonds qui cible les communautés marginalisées et les projets sociaux. Le principal problème qu'elle a trouvé avec le Fonds est son budget limité, bien en dessous des 50 milliards préconisés par le Parlement.



"I want you to take climate change seriously it must be mainstreamed and not set aside as a separate issue, as if you solved the social issues of the climate transition in that Fund and then the rest is not dealing with it"

Pedro Marques a fait remarquer que les négociations du FTJ étaient fondées sur l'hypothèse que toutes les régions pouvaient convertir leur économie d'un jour à l'autre. Les différences entre les régions et les difficultés de requalification de la main-d'œuvre ont été largement sous-estimées.

EUROPEAN PARLIAMENT YOUTH DIALOGUE



“It is not really a magical click that is going to give us the transition from one day to the other”

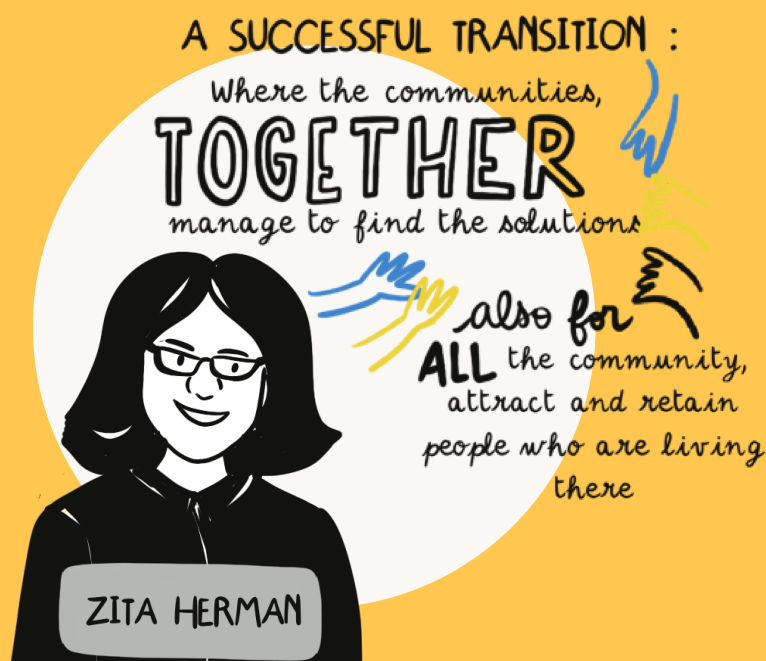
Tous les eurodéputés et le représentant des Verts ont souligné que le Parlement s'était exprimé lors de la conception du FTJ sur la nécessité d'une forte dimension sociale et d'un financement plus important. Ensuite, c'était à la Commission et aux Etats membres de définir ensemble les Plans de Transition Juste. Pedro Marques s'est inquiété du fait que les besoins sociaux des communautés ne soient pas pleinement pris en compte. Zita Herman (Les Verts) a souligné que le FTJ représentait la première fois que l'UE consacrait des fonds à des questions sociales majeures, et a espéré qu'il pourrait être utilisé avec d'autres fonds européens pour guider la transition.

La mise en oeuvre du FTJ

Dans la deuxième partie du débat, l'orateur invité, Jens Schreuder, responsable de la transition juste chez Bankwatch, a introduit le débat sur la mise en œuvre concrète du FTJ depuis juillet et l'état d'avancement des Plans Territoriaux de Transition Juste.

Le règlement 2021/1056 établissant le FTJ a été proposé pour la première fois en janvier 2020 et approuvé en mai 2021. Depuis son entrée en vigueur en juillet 2021, les États membres ont préparé leurs Plans de Transition Territoriale Équitable en coopération avec la Commission.

Bien qu'à l'heure actuelle on ne sache pas encore quand la Commission finalisera l'examen des plans, certains suggèrent que cela devrait avoir lieu vers février/mars 2022. Les Plans Territoriaux de Transition Juste sont censés être préparés par les autorités nationales avec les partenaires et les parties prenantes locales. Dans la pratique, cependant, nous pouvons constater plusieurs divergences dans la manière dont cette exigence est mise en œuvre entre les États membres et au sein des régions européennes. Une autre exigence consiste à inclure un calendrier pour l'élimination progressive des combustibles fossiles d'ici 2030, ce qui est un autre élément manquant dans plusieurs plans présentés jusqu'à présent.



EUROPEAN PARLIAMENT

YOUTH DIALOGUE

Après la présentation, l'orateur invité Drejc Kokosar (ID20) a rejoint le débat. **Tous les intervenants et les orateurs présents ont été invités à commenter l'état d'avancement de la mise en œuvre du FTJ et le rôle que le Parlement Européen (PE) peut jouer pour garantir la réalisation de ses objectifs.** Pascal Arimont a souligné que dans le contexte de la politique de cohésion, le rôle du PE est de fixer les critères de financement au départ, mais qu'il appartient ensuite à la Commission de veiller à la bonne mise en œuvre du Fonds. Du point de vue des régions, Pascal Arimont a souligné qu'elles doivent dépenser l'argent de tant de fonds de cohésion différents, avec des exigences et des objectifs propres, qu'elles doivent établir des priorités dans leurs dépenses. Le FTJ doit être activé parallèlement aux investissements de nouvelle génération de l'UE (NGEU) et des Fonds régionaux existants, mais les régions se concentrent sur le NGEU en particulier. En ce qui concerne la mise en œuvre du FTJ, M. Arimont a reconnu qu'il était utile de recevoir des données de la société civile, car il n'y en avait pas assez de la part de la Commission, afin de savoir si les plans respectaient les exigences.

Tous les eurodéputés ont été d'accord avec Pascal Arimont pour dire que c'était à la Commission et aux États membres de mettre en œuvre les critères du FTJ, et que le Parlement ne pouvait que surveiller, questionner et alerter en cas de manquements. Manon Aubry a souligné que l'un des points positifs du FTJ est que, contrairement à d'autres fonds, il fixe clairement des critères pour empêcher les industries polluantes d'être de nouveau financées. Néanmoins, la possibilité de financer de grandes entreprises reste ouverte, ce qui nécessiterait une attention particulière à l'avenir pour éviter que les fonds ne financent à nouveau de grandes industries polluantes. C'est la raison pour laquelle Mme Aubry a défendu que le FTJ devait être accompagné de mesures similaires dans toutes les politiques de l'UE pour arrêter les investissements dans les combustibles fossiles. Pedro Marques a souligné que le principal défi du FTJ était d'impliquer les communautés locales dans les projets dès le début. Si elles ne le faisaient pas, le FTJ ne serait qu'un des nombreux fonds de cohésion bureaucratiques fournis par l'UE. Un autre défi consiste à déterminer à quoi devait servir l'argent. Plusieurs petites communautés dépendent des combustibles/énergies fossiles, et les pays doivent choisir de répartir les fonds vers les petites communautés ou de les concentrer dans des régions spécifiques. Pour le moment, la Commission a eu tendance à mettre tout l'argent dans le même panier, mais selon M. Marques, une approche adaptée aux différentes régions est nécessaire.

EUROPEAN PARLIAMENT

YOUTH DIALOGUE

"THIS IS WHERE EITHER WE CAN GET THE COMMUNITY INSIDE THE PLANS AND INSIDE THE IMPLEMENTATION DYNAMICS OF THE PLANS OR THE COMMUNITY WILL BE OUT OF IT."

PEDRO MARQUES

"We really need to create opportunities that really cope with the different nature of the regions. It cannot be one-size-fits-all. And that's the biggest challenge at this moment."

Drejc Kokosar a exposé l'expérience d'ID20 en matière de création d'opportunités pour les jeunes dans la ville industrielle slovène d'Idrija. Comme dans la plupart des villes accueillant des activités extractives, la mine de mercure d'Idrija a longtemps dominé l'économie locale jusqu'à sa fermeture dans les années 70. Depuis lors, Idrija est une ville industrielle dont l'économie est toujours dominée par un seul secteur, bien que ce soit désormais l'industrie automobile. ID20 a été créé à la fin des années 2010 afin d'offrir aux jeunes de nouvelles opportunités, tant pour le travail que pour les loisirs, tout en diversifiant l'économie d'Idrija. Les projets tendent à faire redécouvrir le patrimoine culturel et les beautés naturelles de la ville, notamment en créant un secteur alternatif où les jeunes pourraient trouver un emploi tout en réestimant le lieu où ils vivent. Étant donné que ID20 tire la majeure partie de son financement des fonds de l'UE, GCE a décidé de présenter leur histoire aux eurodéputés afin de donner un exemple concret de ce que les fonds de l'UE pourraient créer pour les anciennes zones minières. Concernant l'expérience de l'ID20 avec les fonds européens, Kokosar a déclaré que l'UE et l'ID20 partagent généralement les mêmes objectifs, et que les fonds européens étaient essentiels pour alimenter les projets de diversification de l'ID20 pour l'économie de la ville d'Idrija. Néanmoins, la bureaucratie liée à l'obtention de fonds s'est avérée difficile pour les jeunes inexpérimentés, d'autant plus que dans une communauté rurale comme Idrija, il n'y avait pas d'autorités locales fortes pour les soutenir.

EUROPEAN PARLIAMENT YOUTH DIALOGUE

DREJC

"IT WOULD BE NICE IN THE FUTURE IF EU FUNDS COULD BE MORE ADAPTED TO THE NEEDS OF YOUNG PEOPLE WHO DON'T HAVE 30 YEARS OF EXPERIENCE, AND ESPECIALLY YOUNG PEOPLE IN RURAL AREAS WHO DON'T HAVE INSTITUTIONS AROUND WHO CAN GIVE THEM QUICK INFORMATION"

Recommandations

Conception du FTJ

- Il est nécessaire d'augmenter le montant du Fonds commun pour atteindre au moins 50 milliards d'euros, comme le préconise le Parlement Européen. Cela peut être fait, par exemple, lors de la prochaine révision prévue des allocations du fonds en 2024.

Mise en œuvre du JTC

- Le Parlement Européen doit s'assurer que la Commission n'accepte que les Plans Territoriaux les plus ambitieux en termes de réduction des émissions et d'abandon progressif des combustibles fossiles.
- Le Parlement Européen doit demander instamment à la Commission de rejeter tous les Plans de Transition Territoriale Équitable qui ont été conçus sans inclure les parties prenantes et les représentants locaux.

Rôle du Parlement Européen dans la mise en œuvre de la FTJ

- Afin de contrôler correctement la mise en œuvre de la FTJ à l'avenir, le Parlement Européen doit se placer comme un acteur central dans les flux d'informations des parties prenantes locales vers la Commission, en s'assurant que toutes les voix sont entendues.
- Dans un premier temps, le Parlement Européen devrait organiser une audition publique d'ici février 2022 afin de recueillir des informations actualisées provenant du plus grand nombre de sources possible sur l'élaboration des Plans de Transition Territoriale Juste.
- Deuxièmement, le Parlement Européen devrait demander instamment à la Commission de faire le point sur l'avancement de la Plateforme pour une transition juste et sur l'avancement général des Plans Territoriaux de Transition Juste.
- Troisièmement, les députés européens pourraient s'assurer d'utiliser les systèmes de suivi existants pour servir de forum permanent à la société civile afin de fournir un retour d'information sur la mise en œuvre du FTJ.

Le processus d'élaboration de ces recommandations

Nous avons principalement formulé nos recommandations en consultant les membres de GCE, en étudiant les rapports scientifiques d'autres ONG soucieuses de l'environnement et en rencontrant Fons Janssen, de l'ONG GreenDeal4People, et Jens Schreuder, de l'ONG environnementale Bankwatch. L'opportunité de délibérer avec les députés européens sur les questions en jeu lors des sessions publiques et privées a également été cruciale pour affiner notre position.

Nos recommandations visent à contribuer à la réussite du prochain lancement du financement de projets dans le cadre du Fonds pour une transition juste, et ainsi aider l'UE à atteindre ses objectifs climatiques pour 2030 (et 2050 respectivement). Notre objectif est de faire en sorte que la voix des jeunes soit présente dans les discussions sur le Fonds pour une transition juste et la justice climatique dans la transition vers la neutralité climatique. La mise en œuvre du Fonds vise à construire un nouvel avenir pour les communautés qu'il soutient, et les jeunes doivent avoir leur mot à dire en tant que personnes qui vivront cet avenir.

Les notes en fin de texte

- (1) Czako, V., Employment in the Energy Sector, EUR 30186 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2020, ISBN 978-92-76-18206-1, doi:10.2760/95180, JRC120302.
- (2) Politico, November 2021. Breaking up is hard to do for Poland and coal <https://www.politico.eu/article/poland-coal-energy-green-deal-eu/>
- (3) European Commission, 2021. The Just Transition Mechanism: making sure no one is left behind. https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal/finance-and-green-deal/just-transition-mechanism_en
- (4) EU Regulation 2021/1056



Remerciements

Le Dialogue jeunesse & Parlement européen est une série de trois événements entre les jeunes et le Parlement Européen en 2021. Il est organisé et coordonné par Generation Climate Europe, avec le soutien opérationnel de Youth and Environment Europe. Il est également soutenu par les cinq principaux groupes politiques du Parlement Européen : les Verts / l'Alliance libre européenne (Greens/EFA) ; la Gauche (GUE/NGL) ; les Socialistes et Démocrates (S&D) ; le Parti populaire européen (PPE) ; et Renew Europe.

Contributors

Coordonné par

Matthew Harris

Publié : Décembre 2021

Contributions de

Anna Townsend

Bertille Bon

Emily Bankert

Eva Luna Maes

Leoni-Almaz Reusing

Lorenzo Manca

Marta Toborek

Marie Waniowski

Micaela Holmberg

Créé par

Fanny Didou (Sketching the Move)

Traduction par [Ambra Translations](#)

Dessins par Fanny Didou (Sketching the Move)

Identité visuelle créée par Isabel Ruiz Abascal

Citation proposée: Generation Climate Europe (2021). *European Parliament Youth Dialogue on the EU's Just Transition: Are we leaving no one behind?* Brussels: GCE.

Copyright © 2021 Generation Climate Europe